

La Hongrie est le seul pays qui a des frontières avec elle-même – dit on en Hongrie. En 1920, un Hongrois sur trois vivant dans le bassin des Carpates est devenu citoyen d'un État voisin. Le pays a perdu les deux tiers de son territoire et près de 60 % de sa population, et les deux tiers de ses ressources sont tombés entre des mains étrangères d'un coup de stylo. Quand elle est finalement invitée à discuter, les décisions concernant l'avenir de la Hongrie sont déjà prises. Le territoire du pays a considérablement diminué, sur 282 870 km², il ne reste plus que 93 073 km². François Fejtö, le professeur renommé de Science Po en fournit les détails dans son ouvrage intitulé « *Requiem pour un empire défunt* ».

Les événements ont non seulement scellé le sort de la nation hongroise millénaire, mais ont également généré un certain nombre de conflits géopolitiques, qui d'une part ont favorisé l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale et, d'autre part, ont engendré de nouveaux conflits entre les nations européennes.

Durant la Seconde Guerre mondiale, un certain nombre de prisonniers de guerre français sont arrivés en Hongrie d'Allemagne, dont la plupart n'ont pas été renvoyés par les dirigeants militaires de l'époque. Un ancien émigré, le célèbre poète Gyula Illyés, qui était un ami de Louis Aragon, Paul Éluard, Tristan Tzara et qui a fréquenté les cercles de l'avant-garde à Paris, rencontrait souvent les réfugiés sur les rives du lac Balaton. En 1943, lors d'une des commémorations festives nationales, où la *Marseillaise* était chantée et le drapeau français flottait, Illyés a été invité à donner un discours qui, selon son journal, était basé sur les réflexions suivantes : « *Non seulement la presse officielle hongroise, mais aussi l'opinion des masses hongroises (le mien de même) blâme la France en partie pour la grande tragédie de l'époque nouvelle de notre peuple. Pour vous, Français, Trianon est un des chefs-d'œuvre de l'architecture des lupanars et un château-miracle consacré à la vie de joie. Pour nous : puisqu'un Hongrois sur trois était désormais à l'étranger et les territoires de notre langue maternelle déchirés : c'est une sorte d'abattoir humain ; il rappelle un charnier* ».

À l'occasion du centenaire, un projet de déclaration politique a été soumis au parlement indiquant que les citoyens de tous les États-nations et leurs communautés doivent être reconnus pour leur droit à l'identité nationale. La considération, derrière cette loi, est que l'Europe, déchirée par les tragédies du XXe siècle, peut être réunie.

L'attitude du gouvernement Orbán appelle donc à une réconciliation historique amicale, contrairement aux accusations qui sont souvent portées dans la presse occidentale. La Hongrie a été l'instigatrice de la coopération au XXI^e siècle des économies d'Europe centrale et orientale ; le principal promoteur de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne en 2011 ; et elle anime une action commune au-delà des partis politiques par le biais du Groupe de Visegrad. Le poids politique de ce dernier est désormais incontestable, le V4 ayant également joué un rôle crucial dans l'élection du président de la Commission européenne.

Tandis que les Hongrois piégés en dehors des frontières d'aujourd'hui n'étaient pas pris en compte par les régimes de gauche, le gouvernement démocrate-chrétien a choisi une voie différente, incarnant toute la nation hongroise par ses décisions. C'est ainsi qu'en 2010, le parlement a déclaré le 4 juin Journée de l'unité nationale – le Parti Socialiste et l'ancien Premier ministre de gauche, Ferenc Gyurcsány, ont voté contre ! Il faut aussi rappeler que, lors du référendum de 2004 sur la double nationalité des Hongrois vivant à l'étranger, l'ancien

Premier ministre a fait campagne contre la loi.

La compensation historique en ce sujet a été versée par le Fidesz immédiatement après son arrivée au pouvoir, lorsque l'acquisition de la double nationalité était rendue légale. Aujourd'hui, plus d'un million de Hongrois hors du pays ont recouvré la nationalité hongroise et certains sont redevenus citoyens Hongrois pour la troisième fois au cours des cent dernières années en raison des modifications frontalières, sans avoir quitté leur village natal.

Avec l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen qui reste à faire, le contrôle des frontières entre la Transylvanie et la Hongrie se terminerait après cent ans, ce qui serait un moment d'émotion important pour les Hongrois. Cependant, la réconciliation est entravée par un facteur grave : la Roumanie continue de restreindre les droits, éducatifs et linguistiques, des minorités dans la région habitée par les Hongrois. Il est maladroit de la part de Bucarest de déclarer l'anniversaire de Trianon fête nationale en Roumanie. En outre, le président du pays a fait une série de déclarations anti-hongroises. Dans l'esprit de l'article 4 du Traité sur l'Union européenne, les États de la région devraient tous reconnaître le droit à l'identité nationale comme un droit humain fondamental. Le centenaire est une bonne occasion pour les droits des minorités d'obtenir un niveau de soutien plus élevé, notamment l'autonomie culturelle.

Le poids du « *diktat de paix* » de Trianon pèse sur l'âme des Hongrois. Mais cela envoie également au public international un message selon lequel il faudrait parler des questions liées à la Hongrie en comprenant mieux les faits, sans les traiter superficiellement et avec plus de solidarité.

Ádám Samu BALÁZS

Chef du Secrétariat International du Fidesz

